

# Un Etat endetté « et en déficit

L'Etat a moins de moyens et moins de marge de manœuvre = France en déficit depuis 1973 / L'Etat a diminué sa présence dans les territoires : fermeture de maternités, tribunaux, lignes ferroviaires, => fin de l'Etat stratège

## Le Monde



Consulter le journal

ACTUALITÉS ▾ ÉCONOMIE ▾ VIDÉOS ▾ OPINIONS ▾ CULTURE ▾ M LE MAG ▾ SERVICES ▾

LES DÉCODEURS

Partage

## Deux tiers des maternités ont fermé en France en quarante ans

Selon les données recueillies par « Le Monde », 519 établissements étaient en activité au début de 2016 et plus d'une dizaine ont fermé depuis.

Par Anne-Aël Durand

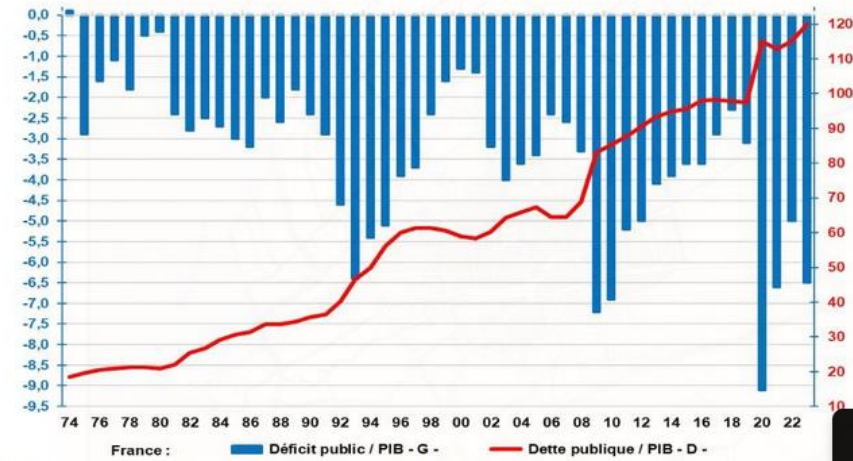
Publié le 01 février 2018 à 11h11 - Mis à jour le 08 mai 2018 à 18h40 · Lecture 3 min.

Entre fin décembre 2017 et début janvier 2018, trois maternités ont fermé leurs portes, à Oloron-Sainte-Marie, dans les Pyrénées-Atlantiques, à Die dans la Drôme et à Brive en Corrèze (regroupement avec l'hôpital public). D'autres sont menacées à Saint-Chamond, dans la Loire, à Creil, dans l'Oise, à Saint-Claude, dans le Jura, ou fermées provisoirement, à Cosne-Cours-sur-Loire dans la Nièvre... La liste, non exhaustive, illustre la lente érosion du nombre de maternités en France, qui se poursuit après une baisse

### Les plus lus

1 L'affaire Benalla dev justice, trois ans après les révélations sur l'anc

Le dernier excédent public français remonte à 1974, depuis que des déficits !



France : Déficit public / PIB - G - Dette publique / PIB - D - ACDEFI (Sources : INSEE, Estimations 2022 et Prévisions 2023 : ACDEFI)



## Nv rôle entre Etat et entreprises privées :

une autorité publique peut faire appel à un prestataire privé pour financer ou gérer un équipement assurant un service public => cela est courant

Accueil > Achats publics

pour l'eau, ou les transports => certaines villes ont fortement privatisé les services urbains

# Les communes externalisent la gestion de l'éclairage public

Publié par Bonaventure DJAMIE le 1 juin 2008

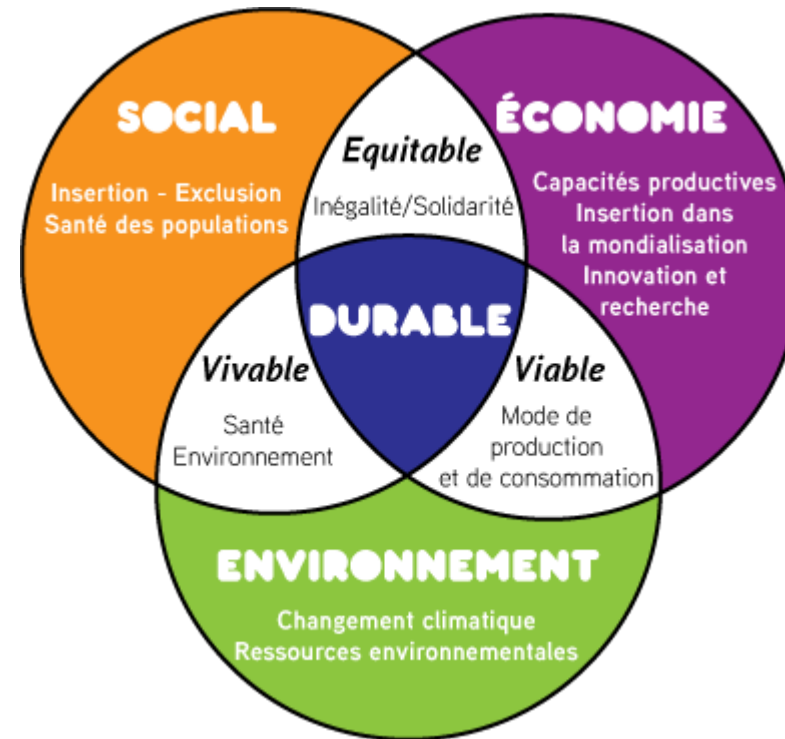
**L'éclairage public représente un investissement lourd pour les collectivités. Depuis 2006, treize d'entre elles ont externalisé cette prestation par le biais de contrats de partenariat public-privé. Les premiers retours d'expérience sont positifs.**



## 2) La prise en compte des questions environnementales

**Le développement durable a infléchi les dispositifs d'aménagement des territoires**

Concept central en géo auj et dans l'am du t : notion qui est apparue en 1987 dans le rapport dit Brundtland (présidente de la commission mondiale sur l'environnement, diplomate norvégienne, onu) + assumé pol par les Etats à la conférence de Rio en 1992





# SRADDET GRAND EST TERRITOIRES

Accueil > Politiques publiques > SRADDET - Grand Est Territoires

## » Grand Est Territoires



Construisons  
notre avenir  
en Grand

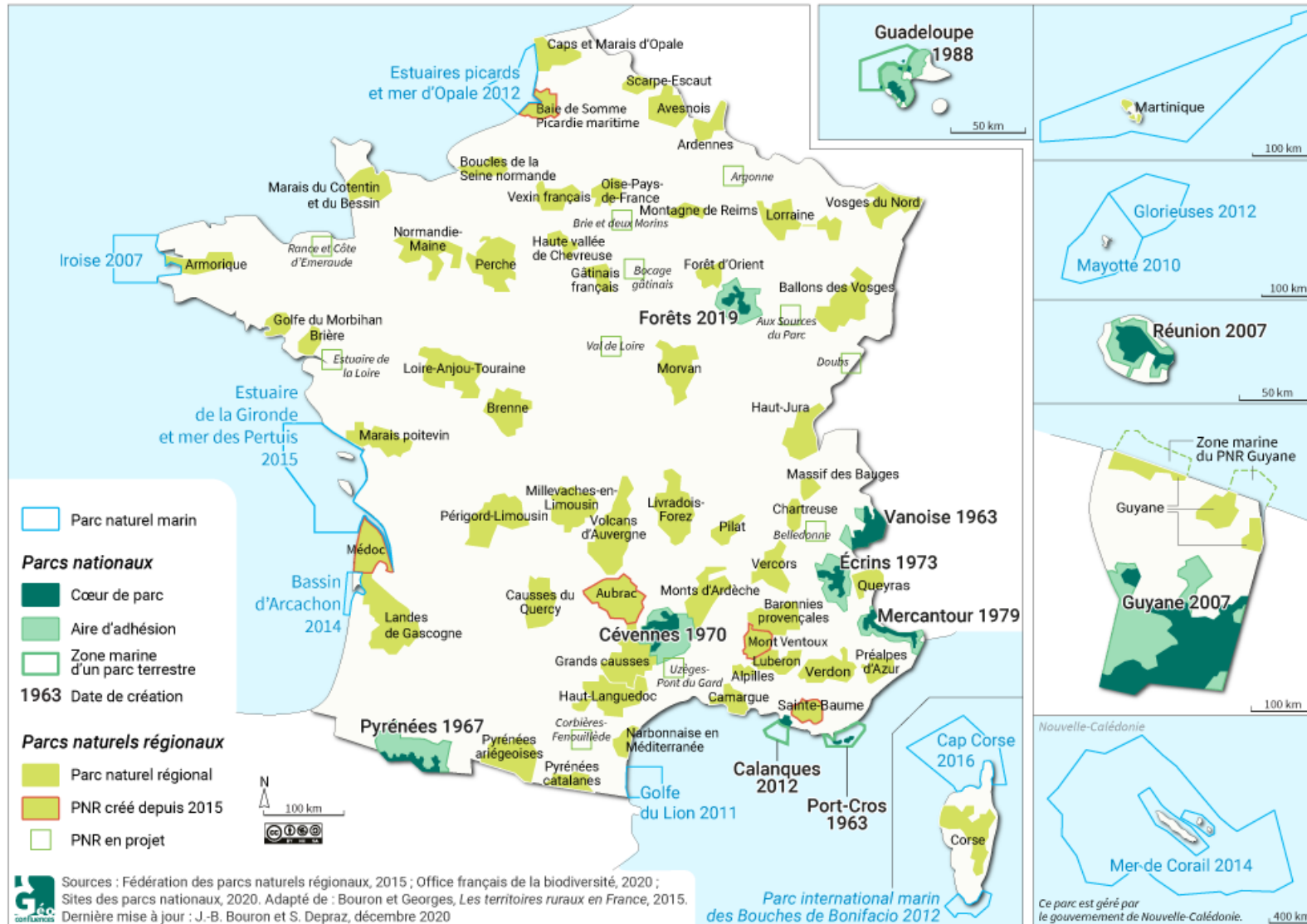
Le Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) pose une stratégie d'avenir pour le Grand Est. Le SRADDET, qui prend, en 2018, le nom de « Grand Est Territoires », définit une vision d'avenir pour notre région. Demain s'invente aujourd'hui, à nous de jouer pour nos territoires !

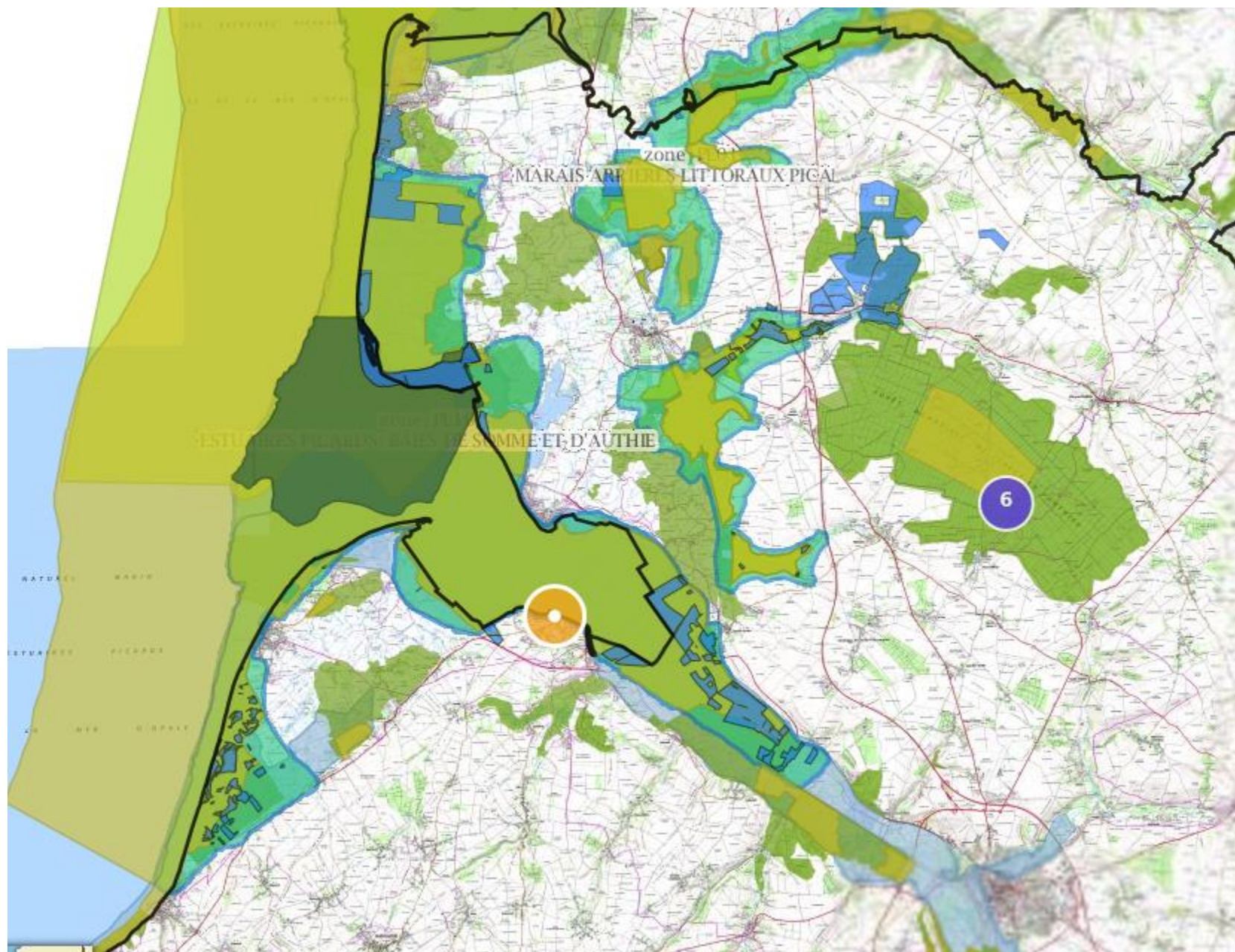
CHIFFRE CLÉ

Le  
SRADDET  
a été  
approuvé  
le 24  
janvier  
2020

# Montée en puissance des politiques de protection

Multiplication et grande diversité des espaces protégés = jusqu'à 17 statuts empilés

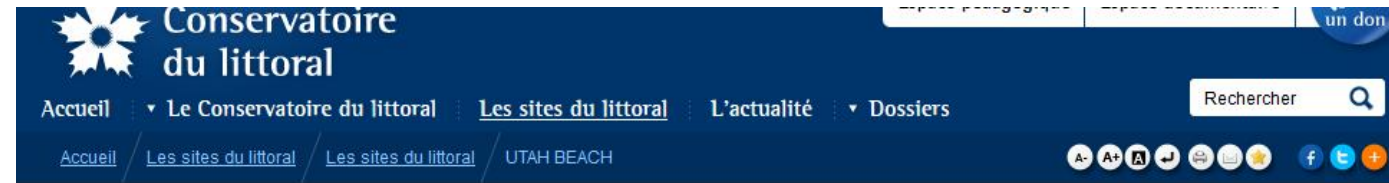




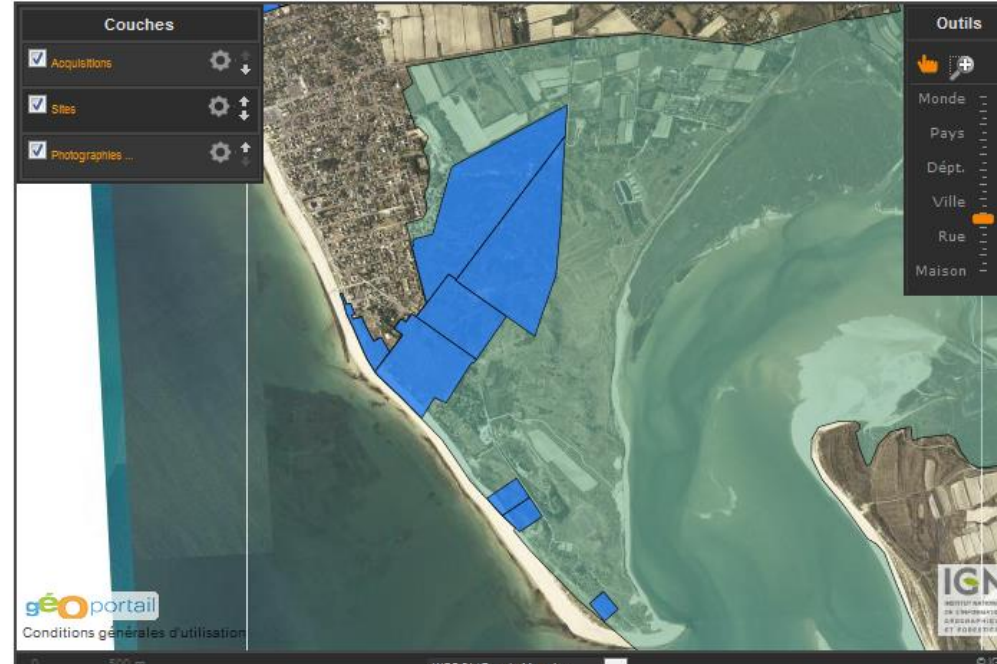
Montée  
En puissance de  
Nvx acteurs =

protection par  
acquisition  
foncière ex  
L'action du  
conservatoire du  
littoral créé en  
1975

12 % du linéaire  
côtier



## UTAH BEACH



### Carte d'identité du site

Commune(s) : SAINT-GERMAIN-DE-VARREVILLE (50), SAINT-MARTIN-DE-VARREVILLE (50), SAINTE-MARIE-DU-MONT (50), VAINS (50)

Surface protégée : 159.37 hectares

Protégé depuis : 1985

Nombre d'actes d'acquisition signés : 27



✚ Télécharger la balade en PDF

← [Tous les sites de ce département](#)

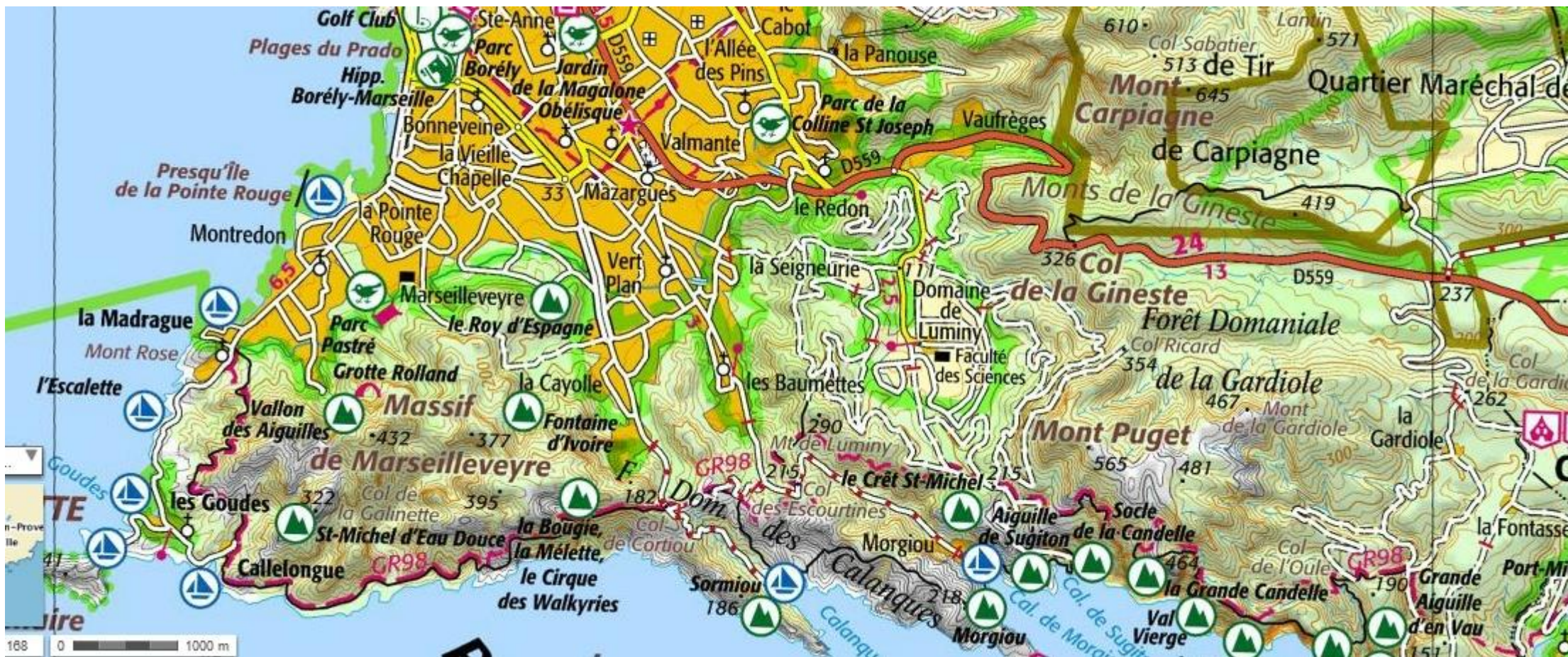
← [Tous les sites du littoral](#)

### Les gestionnaires



LA MANCHE  
Syndicat Mixte  
Espaces Littoraux de la Manche

### Les partenaires



les objectifs de l'aménagement se complexifient voire s'opposent =  
développer ou aider ? Favoriser la compétitivité ou aider les territoires en  
déclin ?  
protéger ou développer ?



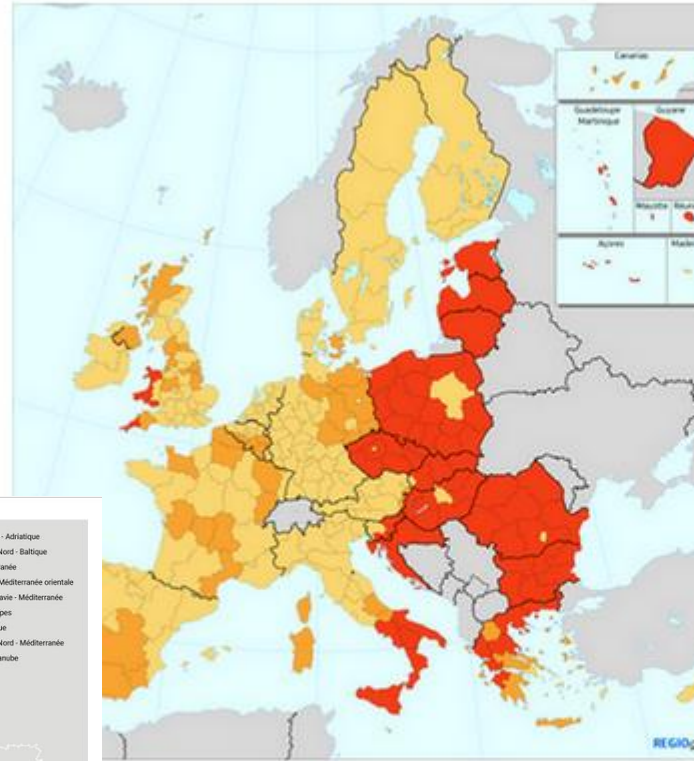
- 3) de nouveaux acteurs de l'aménagement à toutes les échelles

- a) le rôle de l'UE

**rôle spatial :** il va y avoir la nécessité de prendre en compte la façon dont la France s'insère dans son voisinage européen

[Video clip]

**Carte des régions bénéficiant de la politique de cohésion pour 2014-2020**

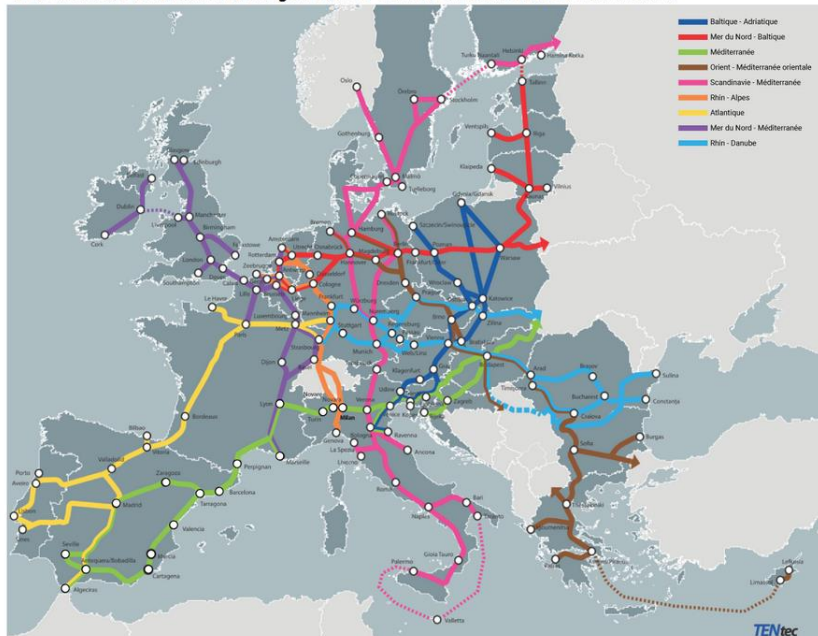


**rôle éco :**  
l'Europe attribue aides et subvention sur la base de zonage à partir de 1975

« pol de cohésion »

37 % du budget de l'ue

Document 1. L'actuel réseau magistral RTE-T avec ses 9 corridors intermodaux



Funds (ERDF and ESF) eligibility 2014-2020

Widest regions (GDP/head < 75% of EU-27 average)  
 n regions (GDP/head between >= 75% and < 90% of EU-27 average)  
 Widest regions (GDP/head >= 90% of EU-27 average)

Source: DG REGIO

0 500 km

© Eurogeographic Association for the administrative boundaries

iri pour l'agrandir

TENtec

rôle décisionnel : rôle des directives européennes qui doivent être intégrées dans les législations locales / loi cadre = loi sur l'eau ...



## La Commission saisit la Cour de justice européenne contre 17 Etats, et demande à la France de se mettre en conformité avec le droit de l'UE dans plusieurs domaines

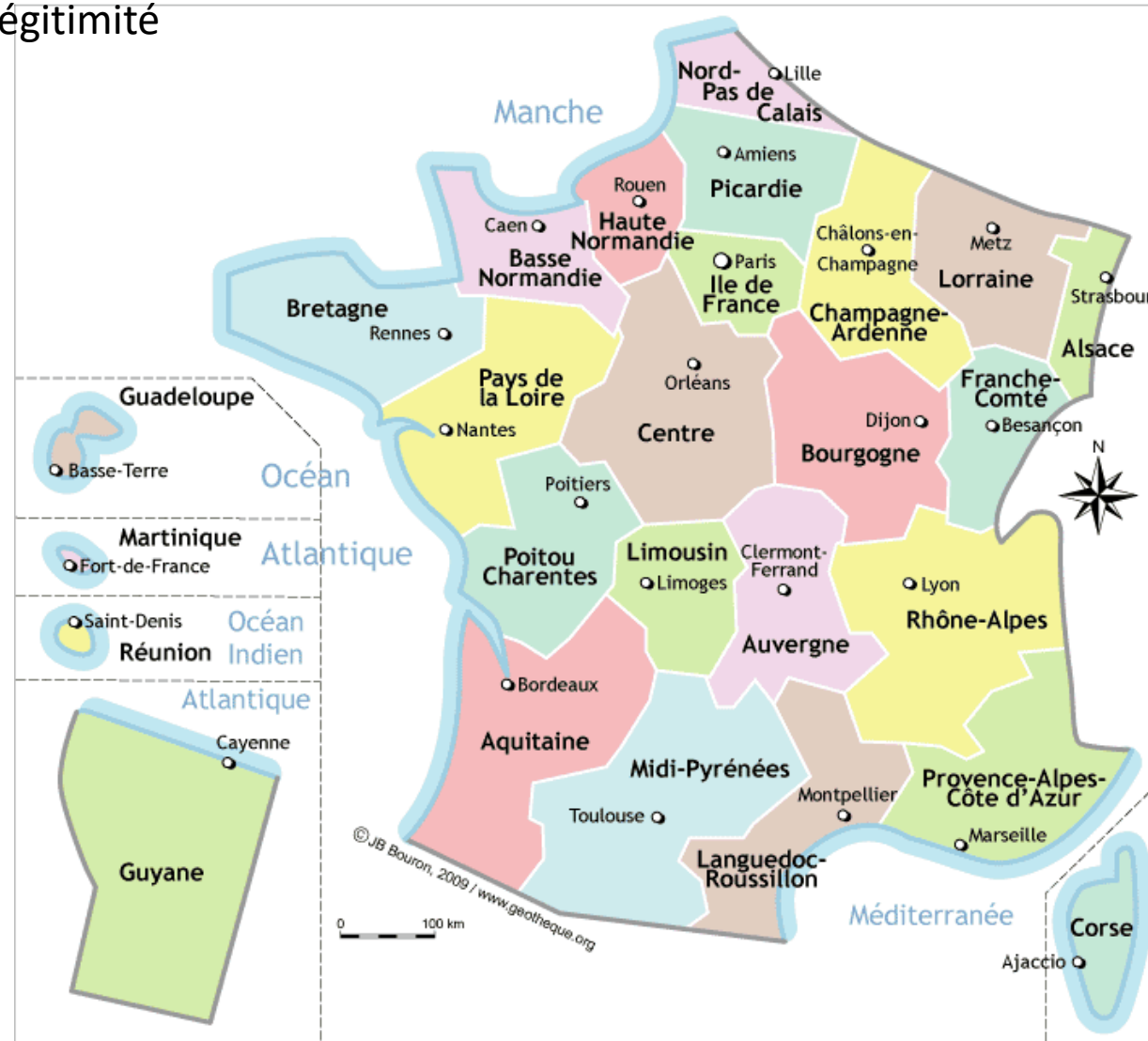
Les décisions prises aujourd'hui, dans le cadre des décisions régulières d'infraction, incluent 74 lettres de mise en demeure, 19 avis motivés et 33 saisines de la Cour de justice de l'UE.

La Commission demande aussi à **la France** :

**de garantir la propreté de l'eau potable.** La directive sur l'eau potable ([directive 98/83/CE](#) FR | ...) vise à protéger la santé humaine contre les effets nocifs de la contamination des eaux destinées à la consommation humaine en garantissant leur sécurité et leur propreté. Le [pacte vert pour l'Europe](#) FR | ... fixe une [ambition «zéro pollution»](#) FR | ..., au bénéfice de la santé publique, de l'environnement et de la neutralité climatique. Depuis longtemps, l'eau potable distribuée à des dizaines de milliers de personnes en France contient des quantités excessives de nitrates. La Commission a envoyé une [lettre de mise en demeure](#) FR | ... à cet État membre en octobre 2020. La France a pris des mesures adéquates concernant certaines unités de distribution d'eau potable, mais l'eau potable actuellement distribuée à plusieurs milliers de personnes dans le pays ne respecte toujours pas la valeur limite applicable aux nitrates, en violation de la directive sur l'eau potable. Par conséquent, la Commission a décidé d'adresser un avis motivé à la France, qui dispose à présent d'un délai de deux mois pour y répondre et prendre les mesures nécessaires. À défaut, la Commission pourrait décider de saisir la Cour de justice de l'Union européenne.

- **3) de nouveaux acteurs de l'aménagement à toutes les échelles**
- a) le rôle de l'UE
- b) Une nouvelle gestion politique de l'aménagement = une multiplication complexe des acteurs
- \***Régionalisation** = création de régions doté de compétences pour aménager
- \***Décentralisation** = transfert de compétences de l'Etat vers les CT
- \***Intercommunalité** = mise en place de structure de coopération entre communes pour aménager leur territoire

La Régionalisation = création de régions dotées de compétences et de légitimité démocratique



26 régions  
Créées en 1982  
Lois Defferre

CHARLES MAURRAS

# L'IDÉE

DE LA

## DÉCENTRALISATION

*Dix-huitième mille*



SERVICE DES PUBLICATIONS  
DE  
L'ACTION FRANÇAISE  
15, RUE DE TOULOUSE,  
PARIS 8<sup>e</sup>  
1913

L'idée régionale en France = de l'extrême

Droite à la gauche ...

# Décoloniser la province

La vie régionale en France

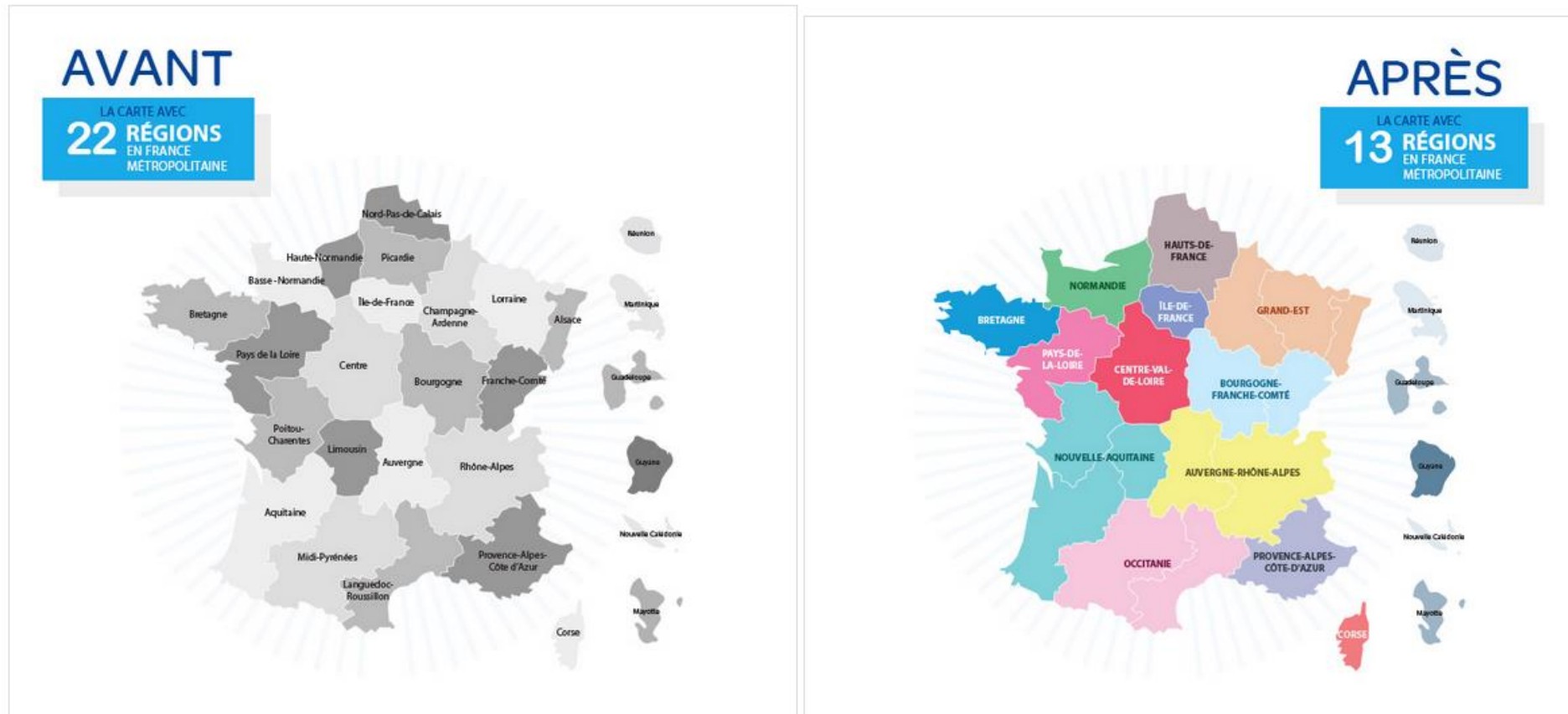
Avec les contributions de :

Georges Gontcharoff  
Jean Le Garrec  
Michel Rocard

Cahiers de l'ITS | bruno leprince



# De nouvelles régions en 2015





Le Parisien



S'ABONNER

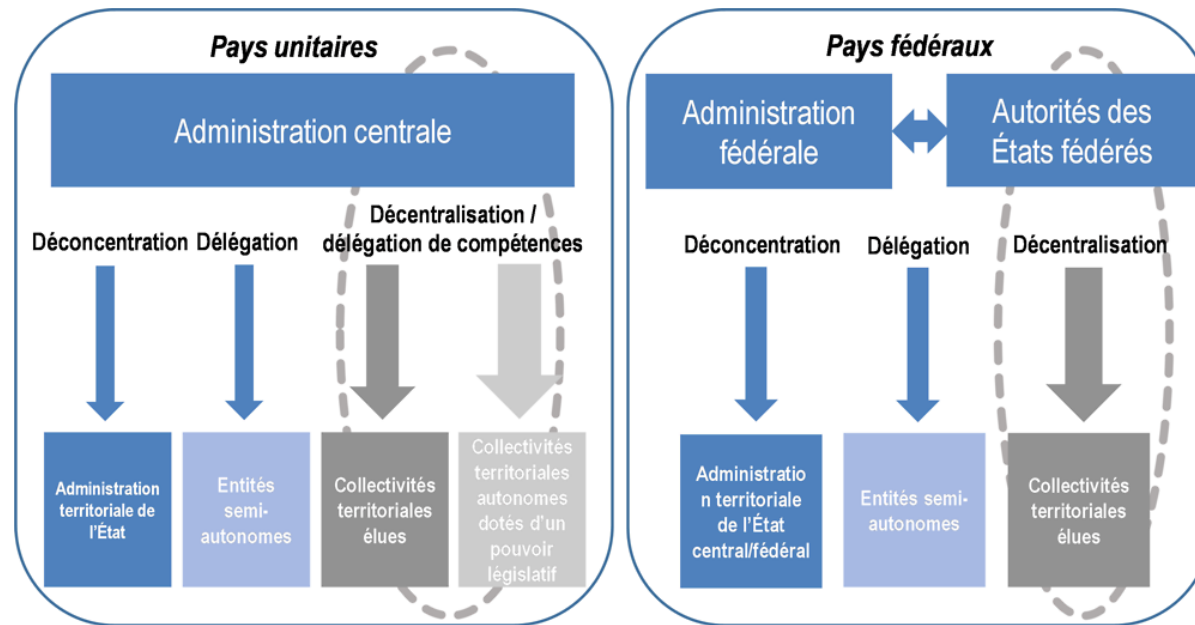
## fusion des régions : le bilan sévère de la Cour des comptes

La réforme territoriale n'a pas permis de dégager les économies escomptées. Elle a au contraire coûté plus de 200 millions d'euros, cingle un rapport de la Cour des comptes.





- la décentralisation redéfinit le rôle des acteurs publics
- Elle se fait en pl étapes :



COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

## Qu'est-ce que la décentralisation ? (territoriale)

C'est un mode d'organisation d'un État unitaire qui consiste à transférer des compétences de l'État vers des collectivités territoriales

Communes   Départements   Régions   Collectivités d'outre-mer   Collectivités à statut particulier\*

\*Paris, Lyon, Corse, etc.

La commune peut intervenir dans tous les domaines ayant un intérêt local en vertu de la **clause générale de compétence** (hors compétence de l'État ou d'une autre collectivité).

Le département et la région ont des **compétences précises et définies**

La réforme constitutionnelle de 2003 consacre «l'organisation décentralisée de la République»

Direction de l'information légale et administrative  
vie-publique.fr | 2021

vp

- Les étapes de la décentralisation =
- **Acte 1 : lois Deferre sous le 1<sup>er</sup> septennat de F. Mitterrand 1982/86**= transfert de compétences, création de la fonction publique territoriale
- **1999** = création des intercommunalités
- **Acte 2 : 2003-2004** = « l'organisation de la République est décentralisée » principe inscrit dans la constitution

• **Depuis 2010, 6 lois de décentralisation : rationaliser l'organisation issue des deux premières étapes décentralisation**

• 2010 : création des « métropoles »

• 2015 **loi Notre** = nouvelles régions et renforcement de leurs compétences

• 2019 : renforcement des maires dans les intercommunalités

• **Loi du 21 février 2022** relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale = promouvoir l'expérimentation ...

## 1982 = La naissance des collectivités territoriales

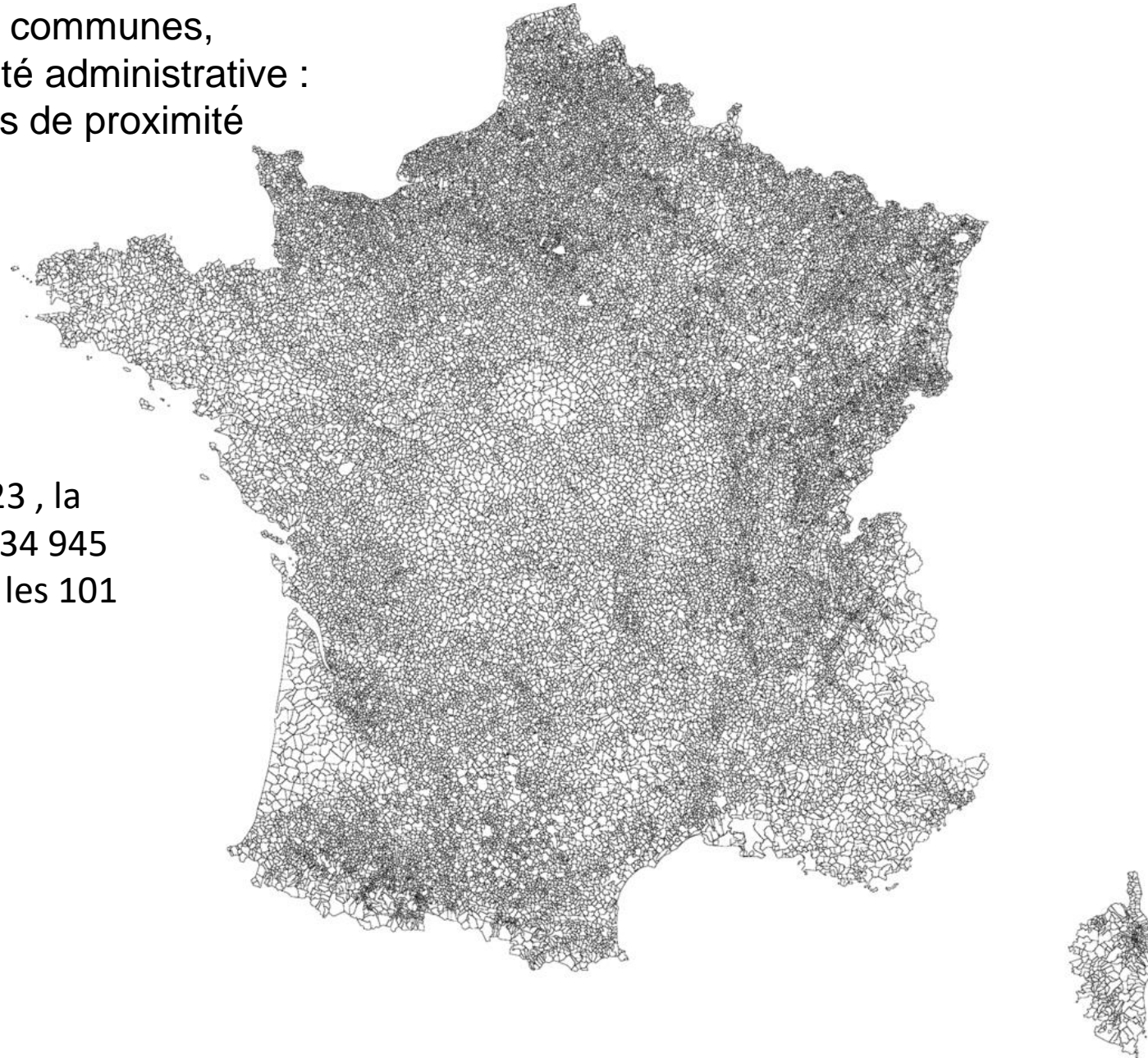
Tableau 8.1 La répartition des compétences entre les collectivités territoriales\*

	Communes et intercommunalités	Départements	Régions
<b>Aménagement du territoire</b>	Plan local d'urbanisme (PLU) et schéma de cohérence territorial (SCOT) Permis de construire Équipements		Plan régional
<b>Développement économique</b>	Zones d'activité		Primes à la création d'entreprises et à la création d'emplois
<b>Éducation, formation</b>	Écoles primaires	Collèges	Lycées Formation professionnelle
<b>Transports</b>	Voirie et réseaux locaux de transports en commun	Routes départementales et 2/3 des routes nationales	TER Ports et aéroports (sauf les principaux) Ramassage scolaire Cars départementaux
<b>Politique de la Ville et logement social</b>	Opérations ANRU Gestion du parc social (offices municipaux et communautaires)	Gestion du parc social (offices départementaux)	
<b>Aide sociale</b>	CCAS	RSA, handicapés, enfance, personnes âgées	

\* Situation actuelle après le vote de la loi NOTRe en 2015 ; trame grise : compétences pour lesquelles la collectivité est, de fait, « chef de file ».

Le maillages des communes,  
La plus petite unité administrative :  
Des compétences de proximité

Le 1<sup>er</sup> janvier 2023 , la  
**France** compte : 34 945  
**communes** dans les 101  
départements,





# PLAN LOCAL D'URBANISME

Bâtir ensemble le futur Issy !

Pour accompagner un projet de territoire durable et ambitieux, la Ville d'Issy-les-Moulineaux s'engage dans la révision de son Plan Local d'Urbanisme. La démarche, prospective et partagée, formalisera les orientations d'aménagement de la commune pour impulser et encadrer son développement des quinze prochaines années.

Le PLU est l'expression du projet urbain de la commune en matière d'offre de logements, de développement économique, de transports en commun, de localisation des équipements, de préservation du paysage, de respect